L'Hebdo, n°14, Semaine du 5 Avril 2007

Georges Corm
«Washington veut remodeler le Moyen-Orient en micro-Etats»

Historien, économiste et ancien ministre du Liban, Georges Corm, de passage à Genève, fustige la vision manichéenne et religieuse que les Washington tente d'imposer sur le Proche-Orient pour le morceler encore. ***Interview par Michel Beuret***

Il y a six mois, le 1er octobre 2006, l'armée israélienne quittait le Liban. A quoi a servi cette guerre de 33 jours?

L'attaque israélienne, qui avait pris pour prétexte l'enlèvement de deux soldats, a été catastrophique pour Israël sur le plan militaire. Mais lorsque les armes se sont tues, une autre bataille s'est engagée, d'une férocité inouïe: la bataille politique. Il s'est agi de transformer la victoire morale et militaire du Hezbollah en défaite. De l'engluer dans des problèmes internes, libanais. De le présenter comme un acteur communautaire opposé à d'autres communautés. Cette manoeuvre d'encerclement politique du Hezbollah avait d'ailleurs commencé avant la guerre.

Quels sont les objectifs du Hezbollah aujourd'hui?

Il a signé un document d'entente avec le Courant patriotique libre du général Michel Aoun, le seul grand symbole de résistance anti-syrienne au Liban, qui représente la majorité des chrétiens maronites au Liban (70%). Cette alliance a surpris beaucoup de monde et dérange, c'est pourquoi on en parle si peu. Elle a produit un document politique, le seul valable à ce jour, mais que le camp au pouvoir a boycotté parce qu'il gêne la vision binaire des Etats-Unis. D'un côté les bons, les proaméricains, les pro-occidentaux, bref la coalition du 14 mars formée autour des héritiers de l'ex-premier ministre assassiné Rafic Hariri. De l'autre côté, les méchants supposés être aux mains de la Syrie et de l'Iran. Et personne ne veut voir ce paradoxe: le courant de Michel Aoun et le Hezbollah rassemble une majorité des Libanais.

Comment expliquer ce succès?

Par toute une série de mécontentements sociaux, internes au Liban, qui se sont cristallisés autour de cette alliance. Et notamment le refus des chrétiens d'être constamment marginalisés par la toute-puissance de la famille Hariri (sunnite), de son allié druze (Walid Djumblatt) et jusqu'il y a peu du président du Parlement Nabih Berri (mouvement chiite Amal). Il y a aussi le refus de la corruption. Une corruption qui a engendré une dette de 40 milliards de dollars et qui freine une fois encore la reconstruction. Il y a la conviction que le Liban ne doit pas, ne peut pas avoir de mauvaises relations avec son voisin syrien. La conviction enfin qu'Israël ne tolère

pas ce Liban pluricommunautaire, véritable contre-modèle au modèle israélien fondé sur l'archétype biblique autour d'une seule communauté.

On reproche au Hezbollah d'être l'allié de Téhéran…

Depuis sa naissance en 1982 le mouvement a opéré une forte mue. A l'époque, le Hezbollah apparaissait en effet comme très soumis à l'Iran révolutionnaire, alors en pleine expansion. Mais depuis lors, la fascination pour un projet d'Etat islamique à l'iranienne s'est estompée jusqu'à devenir insignifiant dans la littérature du parti qui s'est profondément inséré dans le tissu libanais. Car les combattants du Hezbollah sont issus des villages du sud du Liban ou de la Bekaa, les régions qui ont le plus souffert des occupations israéliennes. Il n'y aurait jamais eu de Hezbollah s'il n'y avait pas eu depuis ces agressions israéliennes répétées et sanglantes contre tout le Liban. Une occupation de vingt-deux ans, des survols quotidiens, des bombardements, des enlèvements de pêcheurs et de bergers, cela, tout le monde l'oublie!

Mais qu'est-ce qui unit le chiite Nasrallah, allié de Damas, au maronite Aoun, résistant historique contre l'envahisseur syrien?

Beaucoup de choses. D'abord, sociologiquement le général Aoun n'appartient pas aux grandes familles maronites. Il est issu d'un milieu modeste de la banlieue sud de Beyrouth. Aoun se présente comme un réformiste. En cela, il s'inscrit dans le prolongement du général Fouad Chehab qui, dès 1958, a réformé le Liban de façon remarquable. Ou encore de l'actuel président Emile Lahoud, un général lui aussi, qui a eu des velléités réformistes. Les Libanais devraient s'interroger: pourquoi les grands réformateurs au Liban sont-ils toujours des militaires et non des civils?

La Syrie est accusée d'assassinats à répétition au Liban. A tort?
Etant très loin des services secrets je n'ai aucune information. Ce que je sais, c'est que Kennedy, Olof Palme ou Aldo Moro ont aussi tous été assassinés. Et pour que ces hommes d'envergure, nul n'a jamais songé à former des commissions d'enquête internationale ni de créer un tribunal spécial! Ce que je sais aussi, c'est qu'après l'assassinat de Rafic Hariri (14 février 2005), d'autres se sont produits malgré le retrait de l'armée syrienne (26 avril 2005), malgré le démantèlement des appareils de sécurité libanais que l'on disait inféodés aux Syriens. Désormais, la Syrie ne dispose plus au Liban d'une vraie clientèle. Pourtant, je constate que la communauté internationale et la coalition du 14 mars continuent d'accuser Damas. Attendons les résultats de l'enquête.

Le premier rapport d'enquête de l'Onu a tout de même conclu…

Oui, et de manière extrêmement partisane. La première commission d'enquête dirigée par l'allemand Detlev Mehlis qui accusait Damas bille en tête, s'est discréditée. Les témoins se sont effondrés. C'était du roman de gare. Le magistrat belge qui lui a succédé, Serge Brammertz, fait son travail de manière sérieuse et rappelle à chaque rapport que la Syrie coopère bien. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est innocente. Mais posons la question: à qui profite le crime? Manifestement pas à

la Syrie. Chaque nouvel assassinat ne fait que relancer l'agitation antisyrienne. Enfin, constat de bon sens: au Liban, on n'a jamais eu besoin d'opérations terroristes et d'une telle envergure pour se débarrasser d'une personnalité politique devenue encombrante.

Au sud Liban, la grogne monte envers les forces françaises de la FINUL depuis que la France s'est alignée sur la politique de Washington au Proche-Orient. Un changement durable?

Vu la relation historique qui lie la France au Liban, il est injuste de condamner «la France». Il est question de la politique de Jacques Chirac au Liban. Une politique tout à fait personnelle qui se résume ses liens avec la famille Hariri. Une politique qui a écarté le Quai d'Orsay du dossier et qui a offert un appui hors normes à Rafic Hariri. Chirac est même venu au parlement demander aux députés de voter les budgets. C'était assez surréaliste ! Cette politique a été ravageuse aussi. Car Jacques Chirac a soutenu le maintien des troupes syriennes au Liban pendant des années, cela jusque dans son discours de la Francophonie en 2003! Aujourd'hui, l'Espagne ou l'Italie ont des politiques plus intelligentes que celle que Jacques Chirac a imposée.

Si la France se détourne du Liban c'est grave?

La France non, mais l'Europe, dans la mesure où elle existe, oui. Si l'UE réussit à s'autonomiser face à l'unilatéralisme américain et à imposer une juste application du droit international dans la région, c'est un espoir. Si elle reste silencieuse ou s'aligne sur Washington, les conflits s'aggraveront.

Bifurquons vers l'Iran. Comment comprendre la politique de Téhéran aujourd'hui?

Le risque est de fabriquer un dossier à l'Irakienne. Pendant huit ans, l'Iran a été présidé par Mohamad Khatami (1997-2005) qui n'a cessé de montrer des signes d'ouverture. Pendant cette période les portes sont restées fermées. Cette impasse a fait la place à des politiciens plus bagarreurs. L'élection de Mahmoud Ahmadinejad en 2005, à l'instar de la victoire du Hamas en Palestine en janvier 2006, étaient donc prévisibles. L'Iran, sans parler du fait que c'est une grande civilisation, a toujours été une puissance régionale. Il est absurde que les Etats-Unis à 15'000 km de là cherchent à marginaliser ce pays.

Est-il légitime que l'Iran accède à l'arme nucléaire?

Sur ce thème, il est troublant de constater que l'Iran a adhéré au traité de non prolifération. Qu'il s'est soumis à toutes les inspections de l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique). Que les plus hautes autorités iraniennes, notamment religieuses, ont toujours dit que l'arme atomique était contraire à leur conception de l'islam. Mais malgré tout cela, la pression américaine n'a cessé de grandir sur Téhéran. Et cela au moment où Israël, le Pakistan et l'Inde possèdent

tous trois l'arme atomique et qu'ils n'ont pas adhéré au traité de non-prolifération. Non seulement ils n'ont pas été sanctionnés mais Washington a même signé récemment des accords de renforcement de coopération nucléaire avec l'Inde. Et c'est du Pakistan, qu'un savant nucléaire a organisé des fuites à destination de la Libye et de la Corée du Nord. Je ne crois pas qu'il est en prison. Donc tout cela sent la manipulation. Un peu comme on a manipulé les dossiers d'armes de destruction massives en Irak.

L'Iran ne représente pas de risque?

Le plus grand risque au Moyen-Orient c'est le vide de puissance chez les arabes depuis que l'on a cassé le nassérisme dans les années 60. Tant qu'on aura ce vide, la situation sera très dangereuse. Il est donc normal que d'autres puissances régionales cherchent à le combler. Certains Etats arabes faibles continuent de fustiger l'Iran. Mais du point de vue des opinions arabes, que peut-on reprocher à Téhéran? D'avoir aidé le Liban du Sud à se libérer? d'avoir envoyé de l'argent qui a permis à 700 000 réfugiés de trouver un toit après la guerre? De défendre les droits des Palestiniens? On peut comprendre que les gesticulations iraniennes sur l'holocauste mettent les Européens en furie. Mais les Européens ne réalisent jamais que les Arabes, les Iraniens ou les Turcs n'ont pas été partie prenante à l'horreur du génocide. Que de ce fait, ils n'ont la même sensibilité sur ce thème.

En Irak, l'analyse à la mode décrit une guerre civile entre chiites et sunnites…

Tout ça ne tient pas debout! D'abord, du temps de Saddam, l'armée irakienne massivement chiite s'est battue contre l'Iran avec une pugnacité exceptionnelle. Ensuite, je ne pense pas que les chiites libanais ou les chiites de Bahreïn se sentent très iraniens. Enfin quoi! Cette désinformation est effarante! Elle a commencé d'ailleurs plusieurs mois avant l'invasion de l'Irak. Soudain, on parlait de dictature de la minorité sunnite sur la majorité chiite. Ce qui est absurde. Il n'y a qu'à demander aux milliers sunnites qui ont croupis dans les geôles de Saddam. Une dictature est une dictature, la religion n'a rien à voir. Toutes ces guerres résultent d'abord des pressions de la géopolitique régionale qui sont insupportables. Après le «triangle sunnite», voilà qu'on nous parle du «triangle chiite». C'est du délire...

Le délire des néo-conservateurs américains?

Oui et des Israéliens. Leur désir de remodeler le Moyen-Orient en micro-Etats communautaires. De morceler la région plus qu'elle ne l'était après l'effondrement de l'empire ottoman.

Idéalement, quelle serait la politique capable d'amorcer une dynamique vertueuse dans la région?

Il faut désinfecter la façon dont on applique le droit international dans la région. D'un côté, un droit qui ne s'applique jamais à l'Etat d'Israël. Malgré l'avis consultatif de la Cour de justice internationale qui a condamné le Mur, de même que l'Assemblée générale de l'Onu et toute une série de résolutions sur la Palestine qui n'ont jamais été appliquées depuis 1947. De l'autre côté, s'agissant du monde arabe, on applique un droit international de nature «criminelle», avec un embargo sur l'Irak responsable

de la mort de 500 000 enfants, qui a consolidé la dictature et autorisé un business insolent impliquant des sociétés occidentales et même des fonctionnaires de l'Onu. Tout cela, les habitants du Moyen-Orient ne peuvent que le constater avec rage. Cette manipulation du droit, qui décrédibilise complètement les valeurs démocratiques, permet en outre à tous ces régimes autoritaires de survivre en leur donnant une sorte légitimité *a contrario*.

.

La priorité, c'est donc toujours le conflit israélo-palestinien?

Oui, parce que c'est le conflit le plus chargé en émotion. Mais comment le résoudre? En regardant la carte de la région, on voit bien que la solution d'un Etat palestinien est impossible, sauf à démanteler toutes les colonies. C'est très surréaliste que l'on continue de parler d'un Etat palestinien enfermé dans un mur. Vous imaginez ce qu'on fait subir à ces populations? C'est inhumain! Comment le monde dit «civilisé» peut-il accepter l'emprisonnement de tout un peuple ? Il y a un vrai problème d'anesthésie des consciences et un déplacement de culpabilité. L'Europe projette son propre anti-sémitisme sur les Arabes et se défausse ainsi de sa culpabilité en faisant des Israéliens une catégorie à part de l'humanité. Mais cet anti-sémitisme renversé fait plus de mal qu'autre chose.

On dit souvent, voyez, les Palestiniens ont leur autonomie et voilà qu'ils se tapent dessus!

Soyons sérieux. Comme en Irak, comme au Liban, on place les populations sous une pression absolument insupportable ! Ce qui a conduit d'ailleurs le Hamas au pouvoir en Palestine c'est un vote parfaitement démocratique. Et soudain, tout le monde se met à boycotter le nouveau gouvernement, à lui couper les vivres, à affamer la population. Au Liban, c'est l'inverse: on continue de soutenir un gouvernement qui a perdu la représentation de la plus grande communauté du Liban en affirmant que c'est légal. Alors que c'est totalement inconstitutionnel.

Quelle perspective pour la région ?

La situation est complètement bloquée, il n'y a pas de perspective.